2/64

Союз в. у.

LADISLAS STUDNICKI

—

Raison d'Etat de l'Italie et la Cause polonaise

—

Toutes traductions permises

LAUSANNE
1915

LADISLAS STUDNICKI

—

Raison d'Etat de l'Italie et la Cause polonaise

—

Toutes traductions permises

LAUSANNE
1915

RAISON D'ETAT DE L'ITALIE ET LA CAUSE POLONAISE

Par LADISLAS STUDNICKI.

La guerre actuelle s'opère sur le territoire polonais, et des résultats de cette guerre dépendra non seulement le sort de la Pologne, mais celui de l'Europe entière.

Deux conceptions s'esquissent : ou la restitution de la Pologne dans des frontières plus ou moins étendues ou une avance de la Russie vers l'occident; le règne de la Russie sur les Balkans et l'Europe centrale lui réserverait en réalité une place dominatrice en Europe et dans le monde entier.

Chacune de ces deux conceptions est d'une importance des plus graves pour l'Italie, qui par sa culture ancienne, par le génie de sa race mérite d'occuper une place de premier ordre. L'expansion coloniale de sa population s'opérant d'une manière favorable peut lui assurer cette position.

Dangers de la Russie par l'augmentation de sa population et par ses tendances de conquêtes.

La source ancienne et principale de la puissance de la Russie était dans ses grands espaces qui favorisaient l'accroissement de sa population et dans la possibilité de conquérir de vastes territoires propres à être colonisés, au sud et à l'est. En second lieu viennent les annexions: à l'occident, la Pologne, au sud le Caucase.

Grâce à la colonisation qui a donné de l'essor à l'agrandissement du peuple russe, l'augmentation naturelle de la population s'est maintenue. Grâce aux conquêtes du Caucase, de la Finlande, de la Bessarabie, de l'Asie orientale et de l'Asie centrale, de l'acquisition du royaume de Pologne par le Congrès de Vienne, la Russie en 1800 augmenta sensiblement sa population. Elle comptait 38 millions d'habitants tandis que le reste de l'Europe en avait 155 millions. Durant les derniers 110 ans, ensuite de l'accroissement naturel et des annexions, le nombre de la population de la Russie a augmenté plus rapidement que celui du reste de l'Europe. En 1910, la Russie comptait 169 millions d'habitants, le reste de l'Europe en comptait 320 millions. Il y a 110 ans la population de l'Europe était trois fois plus nombreuse que celle de la Russie, maintenant elle n'est plus que deux fois plus grande.

Progressant de ce pas, dans une cinquantaine d'années la Russie aura 360 millions d'habitants, nombre égal au reste de l'Europe, qui n'en aura que 350 millions. En outre, la Russie présentera un peuple uniforme par le fait de l'assimilation par l'annexion des peuples faciles à assimiler, tandis qu'en Europe l'antagonisme des Etats et des nations subsistera toujours. *Le joug russe commencera à peser sur l'Europe, si aujourd'hui on ne détache pas de la Russie les territoires et pays occidentaux.*

Pour prouver la véracité des chiffres sur lesquels je base ma thèse, j'ajoute que l'accroissement naturel de la population de la Russie égale 1,6 % par an. Le pays européen qui a le plus grand accroissement de population, l'Allemagne, a 1,4 %, mais ce nombre est obtenu par la baisse de la mortalité qui atteint déjà sa limite. Le nombre de naissances s'amoindrit, ce qui est un signe distinctif de la civilisation occidentale, mais ne se remarque pas encore en Russie. L'accroissement de la population diminuera peu à peu en Allemagne, ce qui se remarque déjà en Angleterre qui n'a que 0,6 %, en Italie 0,65 % et surtout en France où il n'y a à peu près pas d'accroissement naturel de la population depuis 1870, et cette décroissance de la population pourrait s'accentuer encore après la guerre actuelle.

En 1900, la Russie comptait 132 millions d'habitants, en 1910, 169,7 millions. La moyenne de l'accroissement de la population en Russie atteignait 2,9 millions, presque 3 millions. Dans le même temps, la moyenne d'accroissement de la population en Autriche-Hongrie atteignit le nombre de 456 mille, celle de l'Allemagne 900.000 et de l'Italie 290 mille.

La puissance d'un état ne dépend pas exclusivement du nombre de sa population, la Chine actuelle le prouve le mieux. Mais le nombre de la population est un facteur de la force de l'Etat. Combien de fois les Russes après avoir été obligés de se retirer des villes conquises par les Autrichiens, ont-ils pu les reprendre grâce aux renforts reçus.

Le nombre des pertes de la Russie jusqu'à la fin du mois d'avril, en blessés, tués et prisonniers atteint le nombre de 3 millions d'hommes; malgré cela combien d'efforts et de victimes coûtera encore l'anéantissement de la Russie.

Le gouvernement russe se forma du joug des Tartares, le tsar est héritier du Khan. La méthode de gouverner est emprunté aux Khans. Le traitement du gouvernement russe à l'égard de son propre peuple rappelle plutôt celui qu'on inflige aux peuples conquis. C'est le trait caractéristique de la Russie que son constitutionnalisme apparent n'a pas changé. Les annexions l'ont encore augmenté. Le rançonnement de la fixalité, la dignité humaine maltraitée, etc., la population russe supportera tout docilement si la Russie est victorieuse.

Les guerres de conquêtes et les écrasements des insurrections sont la fonction naturelle de la Russie.

D'après le calcul du général Kouropatkine, pendant 200 ans la Russie n'a eu que 71,5 années de paix, pendant les autres 128,5 elle a eu des guerres.

Avant la guerre japonaise, la Russie rêvait la conquête de toute l'Asie. Le prince Uchtomski motivait cette doctrine panasiatique par la parenté du sang et des formes de gouvernement russe avec les peuples asiatiques. Après la guerre, ensuite de la défaite, survint la crise révolutionnaire. Le nationalisme devint l'aliment principal de la politique intérieure de la Russie. Le panslavisme, sous le nom

de néo-slavisme apporta l'idée d'annexions qui doivent s'opérer en Autriche-Hongrie et dans les Balkans.

Depuis 1907 jusqu'à 1914, la Russie a dépensé pour l'armement 4 milliards de roubles et des millions pour la propagande en Galicie orientale et en Hongrie du nord. Les millions de la Russie et des autres pays de la Triple-Entente, empoisonnent l'opinion publique des pays neutres et les encouragent à se suicider en se rangeant du côté de la Russie, dans la guerre d'aujourd'hui.

On a propagé la devise de la guerre contre le militarisme allemand. Mais c'est lui qui protège l'Europe contre le militarisme de la Russie conquérante. On propage l'idée de l'anéantissement de l'Autriche-Hongrie en vertu du principe de la liberté des nationalités, en oubliant que l'Autriche-Hongrie est le seul contre-poids de la Russie dans les Balkans, et c'est à cet état que les pays délivrés par la Russie doivent leur liberté.

La guerre actuelle est un problème: du renforcement du centre de l'Europe par la restitution de la Pologne, d'opposition contre la prépondérance de la Russie en Europe ; d'une Pologne restituée ou de l'anéantissement complet du peuple polonais; de l'assurance du règne de la Russie sur l'Europe et les Balkans; de la civilisation européenne menacée par la domination de la Russie.

Ce n'est que par le démembrement de la Russie et la restitution d'une partie plus ou moins vaste du territoire annexé jadis par la Russie, et par la formation d'un nouveau corps politique qu'on rétablira l'équilibre en Europe.

L'importance de la conquête de la Galicie par les Russes.

Le but principal de la guerre actuelle pour la Russie est la conquête de la Galicie, en premier lieu de la Galicie orientale. La Galicie que la Russie estime être le Piémont pour la Pologne et l'Ukraine, c'est précisément ce nom que lui donne depuis quelques années le Journal nationaliste Nowoje Wremia.

La Russie a protesté contre les concessions nationales accordées aux Polonais par l'Autriche au début de l'ère cons-

titutionnelle. Les Polonais ont en Galicie deux universités, une école polytechnique, plusieurs dizaines de gymnases, une académie de sciences, etc. Sans annexer la Galicie, la Russie ne parviendrait jamais à niveler la civilisation polonaise et la réduire en un petit ruisseau slave débouchant dans la grande mer Russe. L'espoir de la délivrance de la Pologne ne peut disparaître dans le peuple polonais tant qu'il y a encore une province non oppressée par le joug russe.

Les Ukrainiens qui en Russie sont en train de s'assimiler forment les $^2/_3$ de la population de la Galicie orientale qui est le centre de leur développement national. Ils ont obtenu en 1911: 2500 écoles primaires, 5 gymnases, une école réale, 5 chaires à l'université de Léopol, une société scientifique du nom de Chevtchenko, germe d'une académie de sciences. La Galicie orientale exerce une influence importante sur l'Ukraine russe. Le désir d'anéantir le germe de la nationalité ukrainienne impose aux nationalistes russes la nécessité de la conquête de la Galicie orientale. Le gouvernement russe a préparé depuis quelques années le peuple russe à l'idée de la guerre avec l'Autriche-Hongrie, en répandant de fausses nouvelles sur l'oppression prétendue des Russes en Galicie orientale par les Polonais et les Autrichiens et en propageant l'idée de leur délivrance.

La Russie désire l'annexion de la Galicie orientale par le fait de sa position géographique. La Russie basée en Galicie orientale enveloppe des deux côtés la Roumanie et la soumet à son influence.

Etant maîtresse des passages des Karpathes, la Russie y exercerait, après une guerre victorieuse, une influence encore plus forte sur la grande quantité de Slaves en Hongrie. Elle se remettrait aisément à mener une action en vue d'une seconde guerre qui aurait pour but d'atteindre l'Adriatique « mer slave ».

Un des rêves de la Russie, celui que propose Danilewski dans son livre «La Russie et l'Europe», est de dissoudre le sort de la Hongrie dans la mer russe comme elle en a annulé déjà tant de peuplades finnoises; cette conception se dessine comme force motrice de la politique russe.

La presse russe reconnaît les côtes de l'Adriatique jusqu'à Venise comme appartenant aux Slaves, la Russie l'envisage comme héritage futur.

La possession de la Galicie orientale fortifie la position russe dans les Balkans jusqu'à lui procurer une situation prépondérante et inaugure la tendance de la politique russe vers l'Adriatique.

La conquête de la Galicie occidentale par les Russes aurait des conséquences fâcheuses pour l'Europe centrale.

La Bohème confinée à la Russie deviendrait un instrument docile de sa politique. La Russie pourrait fomenter l'antagonisme tchèquo-allemand non seulement par sa propagande, mais par le fait même de son voisinage. Le chemin de Vienne et Berlin se serait bien raccourci. La Russie se rend bien compte que l'Allemagne ne consentirait jamais à la conquête de la Galicie occidentale, le but de la guerre n'étant que la Galicie orientale.

Importance du règne de la Russie sur Constantinople et sur les Détroits.

Enhardie par la prise de Léopol et par le succès momentané de ses troupes en Pologne au mois de novembre, la Russie déclare comme second but de la guerre, la prise de Constantinople et des détroits. Le manifeste du tsar Nicolas le proclame. Sasonoff déclare dans la commission de la Douma que le but unique de la guerre est la conquête de la Galicie orientale et de Constantinople. L'obtention de résultats pareils serait un désastre pour la Roumanie et la Bulgarie, ce serait le commencement de la fin de leur indépendance. Après la conquête de Constantinople, la Russie devra faire des efforts pour se fortifier dans cette position. L'annexion de la Bulgarie, sa russification serait le premier but de la politique de la Russie. L'unité de la religion (les Russes et les Bulgares étant orthodoxe), la parenté de la langue (la langue religieuse employée jusqu'à maintenant en Russie est la langue ancienne bulgare et cette langue de l'Eglise a été la source de la langue russe moderne) qui ne diffère pas plus du russe que l'ukrainien, auquel les Russes n'ac-

cordent pas le droit de vivre, les petites ressources de la littérature bulgare, tout cela ne ferait qu'augmenter le désir de la Russie d'avaler la Bulgarie et de commencer la russification dans un Etat indépendant encore en apparence, mais géré par des ambassadeurs russes. La Roumanie subirait le même sort; réduite de tous les côtés à l'influence russe et l'ayant à ses frontières du nord, du sud et de l'est. Une ère qui ressemblerait aux temps de la principauté de la Moldavie ou à la situation de la Pologne aux temps de la décadence, quand elle était gouvernée par les ambassadeurs russes, où l'on déportait en Sibérie les adversaires de la Russie, commencerait pour la Roumanie tout de suite après la guerre.

Est-ce que la possession des Balkans et des détroits par les Russes, ne porterait pas atteinte aux intérêts de l'Italie? Est-ce que l'Italie peut regarder avec indifférence la puissance russe s'approcher de la mer Adriatique d'un côté par la Galicie orientale, de l'autre côté par la prise sur les Balkans d'une place forte, d'où elle pourrait exercer son pouvoir sur tous les Balkans ? L'élément roumain en Bessarabie n'a pas montré trop de résistance, il est fort probable qu'il en serait de même pour la Roumanie elle-même. Est-ce que l'Italie pourrait supporter seule la lourde tâche de défendre l'indépendance des pays balkaniques une fois l'Autriche-Hongrie écrasée ?

C'est à ces questions-là que les hommes d'Etat d'Italie doivent donner une réponse.

Les conséquences de la victoire de la Triple-Entente.

La victoire de la Triple-Entente donne à l'Italie la Russie comme adversaire non seulement en Europe, mais aussi en Afrique, parce que la Russie a des prétentions sur l'Abyssinie, vu la parenté de religion. Envisageant l'accroissement naturel de sa population, l'Italie a besoin de la conquête de territoire en Afrique, vu la force de son émigration et les obstacles qu'elle rencontre aux Etats-Unis de l'Amérique. L'Italie a besoin de colonies en Afrique et comme l'Algérie

et la Tunisie ne peuvent pas être colonisées par la France dont la population baissait déjà avant la guerre, et baissera encore plus après la guerre, par suite de grandes pertes d'hommes, l'Italie doit conquérir les colonies françaises. Ces colonies doivent être liées à la métropole par une flotte nombreuse, ce qui adviendrait après avoir détruit le monopole de l'Angleterre sur mer.

L'Italie peut posséder ces colonies, si la métropole n'est pas menacée par les Russes.

Toutes ces raisons doivent mener l'Italie dans le camp des antagonistes de la Russie, jamais dans le camp de la Triple-Entente. L'Italie, se prononçant comme adversaire de la Russie, peut exercer une grande influence sur la formation de la Pologne comme avant-garde de l'Europe contre la Russie.

La Pologne cesserait d'être ce qu'elle a été durant toute son histoire après son partage, c'est-à-dire l'élément qui se prêtait à la politique des antagonistes de la Russie.

Les frontières franco-allemandes ne seraient pas déplacées dans le cas de la victoire des antagonistes de la Triple-Entente. Dans la presse allemande règne un ton conciliant envers la France.

La France, convaincue que la plus propice conjecture politique ne peut pas lui rendre l'Alsace-Lorraine, rompra son alliance avec la Russie.

La France après la guerre actuelle victorieuse ou non entrera dans une phase de décroissement du nombre de sa population de 0,5 à 1 % par an (dans les premiers mois de 1914 il y avait déjà une baisse, elle sera en rapport avec la durée plus ou moins longue de la guerre). La Russie, au contraire, va conserver l'accroissement normal de sa population. En condensant sa population, ses réseaux de chemin de fer, la Russie va se préparer à une nouvelle guerre contre l'Allemagne, si elle sort de la guerre actuelle vaincue, ou contre la Hongrie si elle est victorieuse.

L'Italie en observant une attitude loyale et mobilisant dès à présent l'opinion publique contre la Russie, son ennemie future et contre la France, maîtresse des pays de l'Afrique qui sont indispensables à la colonisation italienne, devien-

dra pour les pays du centre, la Hongrie et la Pologne une alliée d'une grande valeur.

Le règne de la Russie en Europe commencerait dans le cas de la victoire de la Triple-Entente, la France qui aurait gagné par son aide l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne qui l'aurait perdue, rivaliseraient pour s'assurer les bonnes grâces de la Russie, car il sera bien évident que celui qui en aura l'appui possèdera ces deux provinces, cause de querelles.

L'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre est plus grand que l'antagonisme entre l'Allemagne et la Russie.

L'Angleterre veut frapper l'Allemagne pour lui rendre impossible tout développement économique, surtout le développement de sa flotte et de son commerce extérieur.

Pour le moment la Russie ne veut pas faire de conquêtes en Allemagne, le ministre Sasonof l'a affirmé d'une part dans la commission de la Douma, d'autre part Witte l'a déclaré à Berlin. La Russie vise l'Autriche-Hongrie et veut lui infliger un coup décisif qui l'anéantira et mettra l'Allemagne dans l'impossibilité de résister à ses desseins. L'Allemagne vaincue devra se ranger à la suite de la Russie, elle sera pour quelque temps l'agent principal de sa force, et la Russie la précipitera dans une guerre contre l'Angleterre.

Le comte d'Andrássy, l'éminent homme politique hongrois, entrevoit les mauvais côtés de la victoire russe pour les Anglais.

«La suprématie russe serait décidément contraire aux intérêts britanniques, car en cas de conflit la Russie pourrait menacer les colonies les plus importantes de l'Angleterre, les Indes surtout. Et cela d'autant plus qu'un Tsar victorieux serait aujourd'hui à même de jeter en Asie des masses beaucoup plus formidables contre l'Empire britannique qu'au temps de Palmerston ou de Disraëli, ou qu'il n'a pu en jeter en Mandchourie contre le Japon. Puis ce serait le tour de l'Egypte, que l'armée russe atteindrait facilement, les Dardanelles et la Turquie une fois soumises au pouvoir des Tsars. L'annexion d'une partie de la Perse et de l'Arabie par l'Angleterre n'égaliserait pas les chances de succès de la Russie dans ces contrées, car l'empire russe avec son

unité géographique et morale, que la victoire pourrait cimenter, aurait toujours l'avantage sur l'empire britannique formé de morceaux dispersés sur le globe entier et dont l'unité morale laissera toujours à désirer. La maîtrise de la mer ne sauverait pas l'Angleterre, car les armées russes seraient arrivées à l'extrême limite des possessions anglaises avant que la flotte ait pu entrer en action, de sorte que les batailles décisives se livreraient sur la terre ferme où la Russie restera toujours supérieure à l'Angleterre.»

«Le triomphe de la Russie augmenterait d'ailleurs considérablement la puissance navale des tsars. Si après l'écrasement de l'Allemagne, elle prenait pied dans le Sund, et après celui de la Turquie, dans les Dardanelles, la Russie posséderait deux mers fermées dont l'entrée serait défendue par des forteresses inexpugnables et d'où elle menacerait le Canal de Suez et les îles britanniques elles-mêmes.»

L'antagonisme anglo-allemand va fortifier la position internationale de la Russie. La Russie se mettant contre l'Angleterre peut avoir l'Allemagne comme alliée.

En se mettant contre l'Europe centrale pour atteindre l'Adriatique, elle va se renforcer sur l'Angleterre. Pour atteindre son but de monarchie internationale, position que vise la Russie et que l'Italie peut lui assurer avec son intervention, la Russie, pour atteindre l'Océan, aura besoin de posséder le Canal de Suez et l'Egypte au sud, la Suède et la Norvège au nord.

Une telle situation internationale ne sera pas propice pour l'Italie, et elle sera funeste pour la Pologne.

Le peuple polonais déçu dans son espoir de délivrance, privé des forces culturales que lui prêtait la Galicie orientale entrera dans une ère de dépression et de dépérissement.

Le problème de la Pologne.

L'existence politique de la Pologne a péri dans les mains de la Russie. Après le troisième démembrement de la Pologne en 1795 la Russie possédait 63,6 % du territoire de la république de Pologne, la Prusse 17,8 % et l'Autriche 18,14.

La Prusse et l'Autriche, plus rapprochées de la base d'o-

pération de Napoléon, ont le plus souffert pendant les guerres napoléoniennes; c'est alors que la Russie, définitivement victorieuse dans la coalition, s'empara, pendant le congrès de Vienne, du Duché de Varsovie, occupé déjà par ses troupes, et obtint le royaume de Pologne, taillé dans le Duché de Varsovie, l'unit par la constitution à la Russie, comme état séparé, cependant lié par une union réelle.

Mais l'union réelle n'a pas pu subsister entre ces deux états si différents par le nombre de la population, par l'étendue, ainsi que par les traditions politiques, menant un conflit historique depuis des siècles à propos des pays lithuano-ruthènes (Lithuanie blanche et Petite Russie) pays qui ne sont pas russes et appartiennent à la civilisation polonaise.

Un conflit armé survint en 1830/1 entre les Polonais et les Russes. L'échec des Polonais fut suivi de l'abolition de la constitution ainsi que de l'annulation de toutes les particularités du royaume du Congrès jusqu'à son nom même et d'une russification forcée. Le sort qu'a subi la Bessarabie, la Géorgie, la Finlande, peuples toujours loyaux, a été infligé au royaume de Pologne après son insurrection.

La Russie, ayant le royaume de Pologne avec les provinces dépendantes de l'ancien Etat polonais, possède maintenant 570.000 kil. (80 %) de l'ancienne Pologne, la Prusse en possède 8 %; l'Autriche 12 %. La Posnanie et la Prusse occidentale, annexées par le fait du partage de la Pologne et taillées dans le duché de Varsovie, sont des pays avec une population mélangée. Les $^2/_3$ de la population de la Posnanie est polonaise, $^1/_3$ allemande, dans la Prusse occidentale les $^2/_3$ de la population est allemande, $^1/_3$ polonaise.

Les deux autres provinces mixtes n'ont pas le caractère polonais. Ce n'est que dans une partie de la Silésie que l'élément polonais est prépondérant, mais ne possède ni tradition, ni sphère intellectuelle polonaise.

Dans la Prusse orientale, ancien fief de la Pologne, le nombre de la population polonaise ne dépasse pas 12 %.

La partie de la Pologne annexée par la Prusse par le fait même de sa population mélangée et par la petite étendue de

son territoire ne peut pas être prise en considération dans la restitution future de la Pologne.

Le détachement d'une partie considérable de la Pologne russe, unie avec la Galicie, formerait un corps politique qui ne pourrait pas rester province autonome de l'Autriche, mais devrait avoir son indépendance.

On pourrait assurer la vitalité et la force à l'Etat futur de la Pologne en le formant de tout le royaume polonais, du gouvernement de Vilna, avec une grande ville polonaise Vilna, qui jusqu'à l'année 1831 était un des centres de la vie intellectuelle polonaise, en concurrence même avec Varsovie.

On devrait y ajouter encore le gouvernement de Grodno avec Brest-Litewski, position stratégique, couvrant tout le territoire polonais, le gouvernement de Kovno et de la Curlande jusqu'à la Dwina, ainsi que la partie occidentale du gouvernement de Minsk jusqu'à la Berizina. La Dwina, la Berizina et le Dniepr forment les frontières naturelles du côté de l'est, la frontière sud peut ne pas atteindre le Dniepr, mais serait marquée par des marécages et des rivières plus petites. C'est en 1811 que l'Empereur Alexandre proposait à Czartoryski la Berizina, la Dwina et le Dniepr comme frontières.

Ce serait une Pologne géographique possédant un débouché sur la mer et des frontières naturelles, avec l'élément prépondérant polonais et catholique, gravitant vers la culture polonaise. Les Blanche-Russes catholiques des gouvernements de Vilna et de Grodno s'assimilent bien souvent et laissent leur langue pour la langue polonaise d'une manière spontanée, car la culture et la langue polonaise leur en imposent.

Le gouvernement de Vilna compte 46,1 d'habitants par kilomètre; celui de Grodno en compte 50,5; celui de Kovno 44,2 et celui de Misisk 31,0. Ces territoires seraient colonisés par la population du royaume de Pologne; comptant 98 habitants par kil. et ayant subi déjà cette colonisation durant 6 siècles, ils deviendraient tout à fait pénétrés d'éléments polonais.

La meilleure preuve que ce pays n'est pas russe, c'est que le gouvernement russe n'a pas pu créer pour les gouvernements de Grodno, Vilna et Kovno d'ordonnation électorale pour les organes autonomes (les Ziemstwa) qui auraient une majorité russe, et pour cela même a renoncé à y établir les Ziemstwa.

Selon les plans allemands, élaborés au début de la guerre par les savants allemands sur la demande du ministère des affaires étrangères, on devrait reconquérir à la Russie 400.000 kil. carrés avec 20 millions de population pour former un Etat polonais apte à une vie politique. Les frontières tracées d'une telle Pologne seraient rapprochées des frontières que nous avons déjà nommées dans notre travail.

Une telle Pologne servirait d'avant-garde contre la Russie. Elle séparerait l'Allemagne de la Russie sur toute l'étendue de sa frontière.

La Prusse orientale, talon d'Achille pour l'Allemagne, territoire qui était dans le plan d'invasion de toutes les guerres projetées par la Russie contre la Prusse et qui a été plusieurs fois envahie dans la guerre actuelle, serait séparée de la Russie par la Curlande et la Lithuanie appartenant à la Pologne.

L'Allemagne ne projette pas l'annexion de territoires, car elle est un Etat national et ne veut pas se transformer en Etat de nations.

Les 3 ½ millions de Polonais d'Allemagne se sont montrés comme élément peu facile à l'assimilation.

En Allemagne, ensuite du développement de l'industrie, le mouvement de « Drang nach Osten » s'est arrêté, car les centres industriels de l'Allemagne occidentale engloutissent tout l'accroissement naturel de la population et attirent même celle de l'est.

Le royaume de Pologne, possédant 98 habitants par kil. a une population beaucoup plus dense que la Poznanie, 72 habitants par kil, la Prusse occidentale 67 et la Prusse orientale 61. La jonction de ces pays à la Pologne amènerait la polonisation de ces provinces.

Les Allemands se rendent bien compte que dans le cas de

leur victoire ce serait une dernière guerre avec la France et une première avec la Russie.

La Pologne annexée à l'Allemagne, ne serait qu'un agent de sa faiblesse, une Pologne libre, au contraire serait son alliée naturelle.

Après une défaite définitive de la Russie, la reconstitution d'un Etat polonais par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie est fort probable, surtout avec le consentement des autres puissances, en premier lieu de l'Italie.

Si la guerre n'a pas de résultats décisifs, il serait à craindre que l'Allemagne n'enlevât quelques provinces de la Pologne pour rectifier ses frontières stratégiques et ne les annexât à la Prusse. Les industriels de la Silésie demandent l'annexion du bassin houiller de Dombrowa, ce qui serait une défaite économique pour la Pologne, en lui rendant impossible tout développement économique basé sur la possession de la houille.

Les provinces polonaises conquises sur la Russie peuvent former un Etat séparé et ne pas posséder pour le moment la Galicie, ou elles peuvent être liées avec elle, formant en ce cas une union réelle avec l'Autriche-Hongrie.

L'union avec l'Autriche-Hongrie peut avoir une importance seulement au point de vue de la Galicie, si la possibilité de reconquérir la Galicie se présentait sous une autre forme, les Polonais n'auraient rien contre cela, pourvu qu'elle ne vienne pas du côté de la Russie.

Pour l'Italie et les pays balkaniques, l'union de la Pologne avec l'Autriche-Hongrie ne peut pas être reconnue dangereuse, au contraire, car la Pologne atteindrait-elle ou non ses limites géographiques aura son front tendu contre la Russie. Dans le cas où la Pologne n'atteigne pas ses limites naturelles, la politique anti-russe lui sera dictée par le désir d'acquérir et de maintenir ses frontières, dans le cas contraire, par la nécessité de défendre les provinces que la Russie estime comme siennes et dont la perte lui causerait des regrets plus vifs que celle du royaume du Congrès de Vienne.

La Hongrie possédant beaucoup d'éléments slaves encore

non assimilés ne peut pas désirer de faire des conquêtes dans les Balkans.

Pour l'ancienne Autriche absolutiste, l'Italie, la Pologne et la Hongrie étaient des agents de destruction.

L'affranchissement des provinces italiennes avaient une grande popularité en Hongrie et en Pologne. L'Autriche en les perdant se dépouille de la nécessité de développer ses organes d'opposition. Toutes les conceptions de l'ancienne Autriche dirigées contre l'Italie rencontrent une opposition en Pologne et en Hongrie.

Dans le cas de l'annexion à la Galicie, des pays conquis en Russie et de la formation d'un Etat lié à l'Autriche-Hongrie par une union réelle, la question de céder le Trentin à l'Italie serait tout à fait naturelle.

La guerre actuelle agrandit le patriotisme allemand des Autrichiens, prouve que la source principale de leur force est en Allemagne, mène ces deux Etats à une certaine unification et achève l'union allemande.

Cela ne menacerait pas l'intérêt de l'Italie, ni les autres Etats si en Europe centrale se trouvait un corps politique prêt à faire un contre-poids aux Allemands unifiés avec les Autrichiens. Ce corps politique pourrait être la Pologne et la Hongrie.

La Pologne par le fait même de son existence assure l'avenir de la Hongrie, la sépare de la Russie et lui permet de ne pas maintenir avec l'Autriche l'union qui lui était imposée jusqu'à présent.

L'indépendance et la force de la Pologne qui prête un intérêt politique à l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie et la Suède est en rapport direct avec la quantité de territoire enlevé à la Russie.

Il serait d'une grande importance pour la Pologne que ses frontières puissent atteindre la Dwina et le port Libava ce qui la mettrait en relation directe avec la Suède, l'Angleterre, la France, etc.

Si la guerre actuelle ne se terminait pas par une victoire décisive des Etats de l'Europe centrale, les frontières entre la Russie et la monarchie des Habsbourg ne reprendraient pas leur limites du *status quo ante.*

La Russie conformément au mouvement populaire qui depuis quelques années demande l'annexion de la Galicie orientale, consentira même à rendre en guise d'indemnisation une partie plus ou moins grande de la Pologne ou même le royaume de Pologne entier.

C'est une ancienne conception russe; l'empereur Nicolas Ier esquissait déjà l'idée d'un pareil changement dans une lettre adressée à Paskewitch «Le comte Paskewitch et son époque».

Dans les derniers temps l'idée de se dépouiller du royaume de Pologne a été proposé par Mienszikow un des publicistes les plus connus, dans le journal «Nowoje Wremia».

Il serait d'une grande importance que, non pas une partie, mais le royaume de Pologne tout entier puisse se détacher de la Russie. Si ce n'est qu'une partie qui est détachée et unie à la Galicie occidentale, elle ne formerait alors qu'un pays de la grandeur plus ou moins égale à celle de l'ancienne Galicie, aux forces un peu supérieures, mais pas suffisantes pour lui assurer l'existence d'un Etat séparé.

Il en résulterait que le pays resterait province autonome. Privé des organes indépendants de la politique économique, chemins de fer et impôts, ce pays ne parviendrait pas à se relever de la misère où la guerre l'a plongé.

La Galicie occidentale privée de la Galicie orientale ne pourrait pas même être envisagée comme demi Piémont; la Galicie occidentale avec une partie du royaume de Pologne, mais sans Varsovie aurait déjà l'influence d'un demi Piémont, mais ne présentant pas de forces suffisantes pour une restitution complète, continuerait une époque qui ne serait ni vivre, ni mourir.

Tout le royaume de Pologne avec sa population de 12 millions et demi d'habitants, au surplus la Galicie en comptant 3 millions, formeraient un complet indispensable pour créer l'existence politique de la Pologne future, même unie à l'Autriche-Hongrie. Ce serait un corps politique qui ne pourrait pas se placer dans les cadres d'une province autonome.

La Pologne ne se consolerait pas de la perte de Léopol, une des villes dont l'âme peut-être est la plus patriotique,

n'oublierait pas non plus une autre ville polonaise, Vilna et se rendrait bien compte de la nécessité de conquérir la Libava, port sur la mer Baltique.

En manifestant un peu de sympathie pour la Pologne l'Italie peut encourager et faciliter la solution de ce problème aux Etats centraux de l'Europe. Toutes les saillies de la presse italienne contre les pays se trouvant *de juri* en alliance avec l'Italie et combattant contre la Russie amoindrissent la dimension de la restitution de la Pologne. L'attitude de l'Italie qui permet à l'Autriche-Hongrie de retirer ses troupes de la frontière italienne augmente la réussite de la restitution de la Pologne.

L'intervention armée de l'Italie évoquerait en outre la restitution de la Pologne dans des limites géographiques qui assureraient l'indépendance et la force à ce pays, contre-poids nécessaire pour le centre de l'Europe.

L'Italie de concert avec la Bulgarie et la Roumanie décidera de l'issue de la guerre actuelle.

Leur voix sera écoutée attentivement à Vienne comme à Berlin.

APPENDICE

Quelques notices pour éclaircir le manifeste du Grand-Duc.

Nous n'avons pas mentionné le manifeste du Grand-Duc qui n'était qu'une manœuvre stratégique ne donnant aucune solution à la question polonaise et nous voulions l'omettre complétement, mais comme on le voit dans une série d'articles de la presse italienne et dans les réponses données à l'enquête de l'Eloquence, la presse et l'opinion italiennes ont pris au sérieux ce qui n'était qu'une manœuvre stratégique et politique de la part de la Russie. Le manifeste du Grand-Duc a été lancé pour populariser l'idée de la guerre et lui prêter l'idéologie d'une guerre libératrice. En premier lieu, c'était indispensable pour l'Angleterre. Sa participation à la guerre pour l'anéantissement de son concurrent économique était dépourvue de tout élément d'idéal ce qui rendait la guerre peu populaire dans les sphères radicales. L'antagonisme anglo-russe durant 90 ans laissa des traces profondes dans l'opinion publique, la Russie évoquant dans les esprits des Anglais, avec raison, l'image d'un pays d'oppression nationale.

La déclaration du Grand-Duc prêtait un caractère de guerre libératrice et permettait de dire au parlement, à Sir Grey que la guerre avait pour but la délivrance des peuples.

La France qui avait des motifs plus éthiques pour la guerre que l'Angleterre, visant la délivrance de ses provinces perdues, n'avait pas besoin de cette idéologie, mais tout en ayant pour la Russie des sympathies, dictées par l'intérêt, elle avait au fond des restes de sympathie pour la Pologne, que Napoléon s'était efforcé de délivrer, qui en 1831 par son insurrection a sauvé la France d'une interven-

tion russe et qui par le fait même de son partage formait entre les monarchies qui l'ont démembrée une union dangereuse pour les pays de l'occident.

La France, se rappelant de l'insurrection de la Pologne en 1863, craignait qu'un nouveau mouvement ne soit funeste pour la Russie et fut bien contente de la proclamation du manifeste, qui affaiblissait l'énergie de guerre des Polonais contre la Russie.

On savait en France l'existence d'organisations militaires polonaises qui cachaient des traditions anti-russes, des traditions d'insurrection de la Pologne.

En proclamant ce manifeste la Russie était tout à fait d'accord avec ses traditions : traditions de promesses pas tout à fait formelles, faites avec l'arrière-pensée de ne pas les exécuter, promesses données à la Pologne toujours au moment où une guerre menace la Russie.

La Russie a toujours évité de prendre des engagements formels. Par exemple, quand au milieu du XVIIe siècle l'Ukraine fut unie à la Russie, les envoyés de l'Ukraine demandèrent que le tsar prêtât serment de maintenir leurs droits. Les ambassadeurs russes déclinèrent cette prière, évoquant les bonnes intentions du tsar, ils dirent qu'il ne lui siérait pas de prêter serment.

Pendant l'annexion de la Finlande l'ambassadeur de la Suède voulait obtenir une garantie formelle par le traité de la constitution suédoise pour la Finlande. L'ambassadeur russe lui répondit qu'il serait désobligeant pour l'Empereur d'exiger de lui des garanties formelles pour les constitutions qui devaient être conservées, sachant, ses bonnes intentions et ses idées constitutionnelles. L'ambassadeur de Suède parvint seulement à mentionner dans le traité que la Suède connaissant les bonnes intentions de l'empereur, déclinait ses exigences de garantie par le traité de la constitution de la Finlande. Nous connaissons le sort de la constitution finlandaise ; ajoutons que les écrivains russes aiment à évoquer le fait que la constitution n'était pas garantie par le traité, mais dépendait uniquement de la bonne volonté de la Russie. Le rapport de la Russie envers la

constitution polonaise de 1818 était tout à fait analogue. Le dernier manifeste russe n'a pas été proclamé par le tsar, mais par le Grand-Duc, afin qu'il ne présente pas de caractère d'engagement formel. Son sujet n'est que bien vague, il promet à la Pologne de respecter la langue et la religion et d'octroyer une autonomie, mais sous le mot d'autonomie on peut comprendre l'autonomie locale des villes et des environs, mais pas l'autonomie du pays tout entier.

La presse russe, même celle qui porte le masque le plus polonophile, conteste de prêter à ce manifeste la portée d'un acte international, elle le considère comme une question concernant uniquement la Russie. Au mois de février, le ministre de l'intérieur Maklokoff a adressé une circulaire confidentielle au gouvernement de la Pologne annonçant que le manifeste du Grand-Duc ne devait avoir aucune influence sur le système de gouvernement du royaume de Pologne. Le système d'oppression nationale reste sans changement en Pologne; la Galicie dans ses provinces occupées est en butte aux persécutions nationales sans aucun ménagement. La Russie y supprime les écoles polonaises et ukrainiennes et fonde des écoles russes.

L'ancienne Russie savait attendre le temps propice pour inaugurer son action de russification d'une province conquise, la Russie actuelle, dirigée par les nationalistes qui convoitent continuellement les postes de russifications, montre tout de suite ses cartes.

Le manifeste du Grand-Duc est une promesse ayant beaucoup de précédent dans les promesses faites déjà à la Pologne avant ou pendant les guerres.

En 1810, à l'approche de la guerre avec Napoléon, on avait fondé à Pétersbourg un comité, où on avait invité les propriétaires de la Lithuanie pour conférer sur la constitution qui devait être octroyée à la Lithuanie, avec Vilna comme capitale pour former un centre qui devait distancer le duché de Varsovie dans la formation de la Pologne.

Comme on le voit d'après les archives, ce n'était pas des intentions sincères de la part de la Russie, ce n'était que le désir d'attirer les sympathies des Polonais.

En 1811, Alexandre I proposait à Czartovyski de créer une Pologne ayant pour frontières la Dwina, la Berizina et le Dniepr, la Russie devait se réserver seulement les gouvernements de Witebeck et Mohilef, ainsi que l'Ukraine, de tous les territoires appartenant jadis à l'ancienne Pologne.

Pendant la guerre russe en 1877, la presse russe sur l'initiative du gouvernement n'a pas épargné les promesses aux Polonais, disant qu'ensuite d'une guerre, menée pour la délivrance des Slaves, une entente entre les Polonais et les Russes devait se produire.

Ce fut de même pendant la guerre russo-japonaise, la presse s'efforçait par la voix de promesses de se créer des sympathies parmi les Polonais.

Le manifeste du Tsar Nicolas II, du 12 janvier 1905, en annonçant une série de réformes promettait à la Pologne et à la Lithuanie l'autonomie locale des gouvernements et des districts, promesses qui n'ont été exécutées jusqu'à présent, ni dans le royaume de Pologne, ni dans les gouvernements de Vilna, Kovno et Grodno.

La politique de la Russie envers les provinces conquises de la Pologne dure depuis 142 ans, le but et les traits caractéristiques de la politique russe se sont formés par l'histoire, ils dépendent du rapport de ses forces envers les provinces conquises et c'est sur ce modèle que se forme la politique de la Russie envers les autres provinces annexées par elle. La supposition que cette politique pourrait subir un changement durable et fondamental est bien invraisemblable. Une des causes principales de la proclamation du Grand-Duc était en grande partie le fait de la création des légions polonaises, le franchissement des frontières par des détachements de chasseurs polonais, formés par l'organisation militaire polonaise fondée par les émigrés politiques réfugiés en Galicie. Tout ce qui peut être considéré comme meilleure expression de l'âme polonaise, les représentants de la science et de l'art polonais se trouvent dans le camp des légions. Le manifeste du Grand-Duc ne les a pas désorientés, mais il a rendu plus difficile leur tâche de conquérir l'opinion publique du royaume de Pologne, démoralisé déjà par le manque d'une

presse libre, abaissé intellectuellement par l'interdiction de la littérature politique polonaise, par le manque d'écoles, par l'oppression sur toutes les institutions polonaises.

Le manque de déclarations officielles exposant qu'il est question de l'indépendance pour les provinces enlevées à la Russie de la part de Berlin et de Vienne, rend l'action anti-russe plus difficile.

IMPRIMERIE G. VANEY-BURNIER, LAUSANNE.

ŒUVRES DU MÊME AUTEUR, EN LANGUE POLONAISE

La Sibérie contemporaine. 1897. Traduit en allemand.
La Suisse et sa constitution. 1899. Traduit en russe.
Economie politique. 1900.
La Révision des rapports entre la Galicie et l'Autriche. 1901.
La Russie en Extrême-Orient. 1904.
Histoire du gouvernement de la Russie. 1905.
Histoire de la politique russe concernant l'enseignement en Pologne russe depuis Cathérine II jusqu'à nos jours. 1906.
Constitution de la Russie. 1907.
Autonomie locale en Russie. 1907.
La Finlande et son problème. 1909.
La cause polonaise. 1910.
Indications d'un irrédentiste polonais. 1912.

BROCHURES EN LANGUE ALLEMANDE

Mémorial aux hommes d'état hongrois. 1912.
La question d'Autriche-Hongrie. 1915. Edité comme manuscrit
Transformation de l'Europe centrale par la guerre actuelle. 1914.